

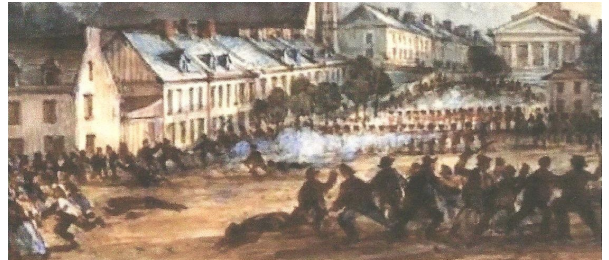
*Gens de Saint-Charles, souvenons-nous !*  
*Rappel historique des affrontements politiques qui ont*  
*conduit aux événements tragiques de 1837-1838*



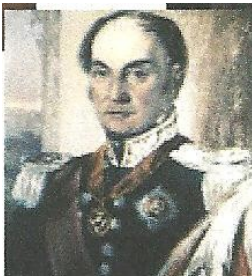
Louis-Joseph Papineau, chef du Parti patriote

**1830 :** L'idée du gouvernement responsable (souverain) que propose le Parti Patriote avec Louis-Joseph Papineau à sa tête, fait son chemin dans le Bas-Canada (Québec) et même dans le Haut-Canada (Ontario).

**1832 :** Lors d'élections partielles à Montréal, des soldats britanniques tirent sur la foule et tuent trois Canadiens.



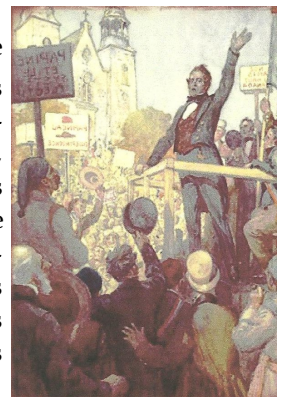
**1834 :** Elzéar Bédard présente 92 résolutions qui résument les griefs et les demandes des représentants du peuple à la Chambre d'Assemblée, elles sont restées sans réponse, jusqu'aux résolutions John Russel (1836). Échec des revendications des Patriotes, le pays est en effervescence. La campagne électorale qui suit est très contestée et très violente. Louis Marcoux de Saint-Denis est tué dans le bourg William-Henry, à Sorel. Au Parlement, Louis-Joseph Papineau est élu Orateur par 70 voix contre 6. L'ampleur du mouvement de contestation grandit.



**1835 :** Lord Gosford, lieutenant-gouverneur, doit maintenir la paix et essayer de contenter à la fois la majorité canadienne-française et la minorité anglaise. Il se montre conciliant envers les Canadiens français. Mécontents, les Anglais fondent le Doric Club, pour se protéger militairement contre les Patriotes.

**1836 :** À l'automne, c'est la dissolution de la Chambre d'Assemblée, les députés refusent d'y siéger : ils attendent une réponse claire en ce qui a trait aux 92 résolutions.

**Mars 1837 :** Les réformes proposées par les Patriotes sont rejetées par le Parlement de Londres. Les 10 résolutions de Lord John Russel permettent au gouverneur d'utiliser les fonds publics sans l'assentiment de la Chambre et provoquent la révolte des Canadiens français. Le peuple est exaspéré par la crise économique, l'inflation, le chômage, les épidémies, les mauvaises récoltes de blé et par le pourrissement de la situation politique. Les résolutions Russell jettent de l'huile sur le feu en contredisant les revendications des Patriotes : pas de Conseil Législatif électif, pas de gouvernement responsable, contrôle du budget par le gouverneur, feu vert pour le pillage de caisses de l'Assemblée, pertes des terres agricoles au profit des Anglais. Pour répondre à ces mesures coercitives, les Patriotes organisent des assemblées populaires dans les villes et villages de la province.



Siméon Marchesseault

**7 mai 1837 :** Première assemblée de protestation à St-Ours, 1200 électeurs du comté sont présents, dont Boucher-Belleville, éditeur du journal l'Écho du Pays ainsi que Siméon Marchesseault, instituteur à St-Charles. Cette assemblée publique est une conséquence directe du dépôt des Résolutions Russel à Londres et défend jalousement le principe selon lequel le contrôle des deniers publics doit revenir à la Chambre d'Assemblée. On recommande également le « boycottage » des produits anglais.

## *Suite des événements: D'autres assemblées populaires*

*11 juin 1837* : Assemblée à Ste-Rose, proposition d'abolir avec compensation le système seigneurial.

*15 juin 1837* : Le gouverneur Gosford proclame l'interdiction de la tenue d'Assemblées publiques et se met à démettre de leur fonction les juges de paix et capitaines de milice refusant de coopérer.

*12 juillet et 10 septembre 1837* : À Napierville dans l'Acadie, on demande l'abolition de ce même système. De plus, le 10 septembre, on rend hommage aux officiers destitués et démissionnaires. En plus de les féliciter pour leur patriotisme, on enjoint les réformistes d'éviter tout commerce avec les « personnes indignes » ayant accepté des nominations faites par les Anglais.

*6 août 1837* : À Saint-François-du-Lac, on préfère parler de réforme du système seigneurial. Même résolution du côté de St-Ignace le 10 septembre.

*6 août et le 15 octobre 1837* : À Vaudreuil et Saint-Polycarpe on demande explicitement l'abolition du système seigneurial en plus de sommer « le clergé à strictement s'occuper des affaires spirituelles ».

*5 septembre 1837* : Un groupe paramilitaire patriote voit le jour. Les Fils de la Liberté réunissent les membres les plus revendicateurs du Parti des Patriotes formé en partie de jeunes. Le groupe fonctionne comme une armée avec des titres, des grades et une volonté de combattre.

*1<sup>er</sup> octobre 1837* : Le Comité permanent du comté de Deux-Montagnes établit les procédés d'une justice parallèle. Pour la première fois, un comité de comté se disant investi d'une « autorité conférée par le peuple » se dresse contre l'autorité britannique. Le même comité recommande à la population de s'exercer aux manèges des armes en s'organisant par paroisse, sous le commandement d'un capitaine de milice de leur choix.

*4 octobre 1837* : Les Fils de la Liberté émettent leur Adresse aux jeunes gens de l'Amérique, dans laquelle ils invitent le pays à s'élever au rang des « souverainetés indépendantes de l'Amérique ».

*23 et 24 octobre 1837* : Finalement, le mouvement des assemblées atteint son paroxysme lors de la Grande Assemblée de la Confédération des Six-Comtés, les 23 et 24 octobre, chez nous, à Saint-Charles. Ironiquement, se tient le 23 octobre, à Montréal la plus grande assemblée loyale, et moins d'un mois plus tard les combats font rage dans la vallée du Richelieu.

